

Extrait du Rencontres Sociales

<http://rencontres-sociales.org/spip/spip.php?article3635>

GEMA : Message à tous les candidats

- Regards -

Date de mise en ligne : lundi 2 avril 2012

Description :

"Puisque notre pays est appelé à voter, le moment est venu pour tout un chacun de présenter ses doléances ou d'exprimer ses espérances..." ainsi commence l'éditorial de la Lettre du GEMA.

Rencontres Sociales

"Puisque notre pays est appelé à voter, le moment est venu pour tout un chacun de présenter ses doléances ou d'exprimer ses espérances..." ainsi commence l'éditorial de la Lettre du GEMA.

"...Puisque notre pays est appelé à voter, le moment est venu pour tout un chacun de présenter ses doléances ou d'exprimer ses espérances.

Le GEMA n'a pas vocation à intervenir dans les débats électoraux mais il est fondé à profiter de la période actuelle pour rappeler quelques vérités. Première vérité : le marché français des assurances met en concurrence trois familles d'opérateurs également dignes d'écoute et de considération. Ce sont les groupes cotés en bourse (français ou étrangers), les bancassureurs et le secteur mutualiste au sens large (mutuelles d'assurance et de santé et institutions de prévoyance).

Deuxième vérité : dans une société où les citoyens se plaignent de ne pas être entendus, où les politiques critiquent l'accaparement du pouvoir par la technocratie, les mutuelles sont une des rares formes juridiques de société qui place les citoyens-consommateurs au coeur de la gouvernance de l'entreprise.

Troisième vérité : dans une situation où un nombre croissant de foyers a toutes les peines du monde à boucler les fins de mois, les mutuelles font pression sur les prix et sur le rapport qualité/prix de l'assurance française.

Quatrième vérité : si nos responsables politiques cherchent à retrouver des moyens et des marges d'action, ils doivent savoir que les mutuelles sont, dans tous les pays du monde où elles opèrent, proches des gens et donc sensibles à l'intérêt général. Aux responsables politiques de créer avec elles des partenariats publics-privés, s'ils le veulent."